

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/W/119

7 février 1996

(96-0454)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LE CANADA¹ AU SUJET
DE LA NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS
PRESENTEE PAR LA ROUMANIE² AU TITRE DE
L'ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD

La Mission permanente de la Roumanie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 19 janvier 1996.³

-
- Question 1 Les enquêtes initiales, les réexamens de milieu de période d'application et les examens en vue d'une prorogation seront-ils effectués par la Commission?
- Question 2 Où peut-on trouver dans la législation les définitions du dommage grave et la prescription relative au lien de causalité dont il est question à l'article 4:2 b)?
- Question 3 Des mesures provisoires peuvent-elles être prises, et, dans l'affirmative, la législation indique-t-elle à quelles conditions?
- Question 4 A-t-on l'intention de préciser dans la législation des délais concernant l'imposition de mesures et les réexamens de milieu de période d'application, qui sont visés à l'article 7:1 et 7:4 de l'Accord?
- Question 5 Aux termes de la législation, une mesure de sauvegarde peut-elle être prorogée? Dans l'affirmative, les conditions sont-elles précisées à cet égard?
- Question 6 Existe-t-il des dispositions qui empêchent de prendre plusieurs fois des mesures pour les mêmes marchandises?
- Question 7 Existe-t-il, dans la législation, des dispositions relatives à la libéralisation progressive des mesures?

¹G/SG/W/51.

²G/SG/N/1/ROM/1.

³Voir aussi la Déclaration générale de la Roumanie (document G/SG/W/123), à lire conjointement avec le présent document.

Question 8 Arrêté commun n° 128, article 5.5 - Plainte

Cet article concerne les consultations à engager uniquement lorsqu'une plainte est déposée dans un cas de dumping ou de subventionnement. Où figurent, dans la législation et/ou les réglementations roumaines, des dispositions concernant la notification et les consultations en cas d'enquêtes en matière de sauvegardes, visées à l'article 12 de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes?

Question 9 Veuillez décrire les dispositions législatives et/ou réglementaires liées à l'octroi d'une compensation.

Réponses

Les textes notifiés ne régissent pas expressément les aspects évoqués dans les questions posées par le Canada, mais la Commission des droits antidumping, des droits compensateurs et des mesures de sauvegarde, en vertu de l'article 15 du règlement annexé à l'Arrêté commun n° 128/1992 ainsi que de la Loi n° 133 du 22 décembre 1994 portant ratification de l'Accord sur les sauvegardes, appliquera, lorsqu'il y a lieu, toutes les dispositions de l'Accord sur les sauvegardes, dont certaines sont mentionnées dans les questions du Canada.

Tous les points soulevés dans les questions du Canada sont régis par les dispositions du nouveau projet de loi, qui sont conformes aux règles prévues dans les Accords de l'OMC concernant les mesures antidumping, les subventions et les sauvegardes.